

## À Alençon, le personnel d'un lycée se mobilise contre l'OQTF visant une assistante d'éducation



Une vingtaine de membres du personnel du lycée Mezen, à Alençon (Orne), étaient présents devant les grilles pour soutenir une de leurs collègues menacée par une OQTF. Ouest-France

Une vingtaine de personnes étaient réunies devant les grilles du lycée Mezen, à Alençon (Orne), ce jeudi 27 mars 2025. Ils protestaient contre la mesure d'obligation de quitter le territoire français (OQTF) prononcée la veille à l'encontre de l'une de leurs assistantes d'éducation.

Une vingtaine de membres du personnel éducatif et encadrant du lycée Mezen d'Alençon (Orne) étaient réunis en fin de matinée devant les grilles de l'établissement, ce jeudi 27 mars 2025. Tous protestaient contre la procédure d'obligation de quitter le territoire français (OQTF), prononcée la veille par la préfecture de l'Orne à l'encontre de Lauren, une collègue assistante d'éducation (AED), originaire du Gabon. « Ça a été très violent d'apprendre ça », déclare Sébastien Mallard, AED au lycée.

La jeune femme, arrivée en France en 2019 avec un contrat étudiant valable jusqu'en 2023, avait fait une demande de renouvellement de visa il y a un an. Celle-ci ayant dû interrompre temporairement ses études, elle avait en attendant décroché un contrat dans ce lycée en septembre 2024 jusqu'à fin août 2025. Une erreur dans les documents qu'elle devait transmettre serait à l'origine de l'OQTF.

Une personne « sérieuse et appréciée »

Son CDD a pris fin dès la prononciation de l'OQTF. Une décision qui a choqué le personnel. **« Lauren est une personne sérieuse et appréciée au sein de l'établissement et qui partage les valeurs de la République, soutien Béatrice Rocher, conseillère principale d'éducation. Malheureusement, sa situation renvoie à celle de certains de nos élèves qui sont réfugiés et mineurs isolés. »**

**[Lire aussi : « Je vais reprendre une vie normale » : Faith, agente en Ehpad, n'est plus menacée d'expulsion](#)**

Derrière la grille, quelques élèves scandent « **Libérez Lauren !** » alors que la banderole est déployée. **« On veut inculquer aux élèves le respect, l'équité et la solidarité, explique Vincent Ladune, accompagnant des élèves en situation de handicap (AESH) dans l'établissement. Quand on voit ça, tout ce qu'on dit ne reste que des mots, on perd en crédibilité. »**

Apporter du soutien

Le personnel du lycée dénonce également les difficultés auxquelles ils sont confrontés avec le départ de Lauren : **« Elle travaillait certaines nuits à l'internat, car un AED gère un dortoir. Ce soir, on n'aura pas assez de monde pour le faire, ce qui implique de renvoyer des élèves chez eux, qui viennent parfois de loin à l'autre bout du département. »**

**[Lire aussi : Refus de marier un Algérien sous OQTF : le maire de Béziers Robert Ménard ne plaide plus coupable](#)**

Une pétition est par ailleurs en train de circuler en soutien l'AED. **« On va continuer de lui apporter notre soutien pour la suite de ses démarches, d'autant plus qu'elle se retrouve du jour au lendemain sans revenus »**, précise Béatrice Rocher.

Contactée, la préfecture de Orne n'a pas encore répondu à nos sollicitations.

Paul GUYO.